

PLUS DE 35 000 COMMERÇANTS RÉQUISITIONNÉS POUR LA PERMANENCE DE L'AÏD

# Les associations appellent à l’affichage des listes pour éviter les cafouillages

**Le ministère du Commerce a réquisitionné 35 876 commerçants dans le cadre du programme des permanences durant l'Aïd, soit une moyenne de 23 commerces par commune. Les représentants des commerçants et des consommateurs appellent à l’affichage des listes des permanences dans les places publiques pour éviter aux citoyens le cafouillage. Ils sollicitent aussi le ministère du Commerce pour parer au problème d’approvisionnement durant ces jours fériés.**

**Salima Akkouche - Alger(Le Soir)**  
- Dans un communiqué, le ministère du Commerce a annoncé qu'en prévision de la fête de l'Aïd el-Fitr, 2 142 agents de contrôle ont été affectés à travers l'ensemble du territoire national pour le suivi de la mise en œuvre du programme des permanences auxquelles 35 876 commerçants ont été réquisitionnés dont 4 745 activant dans la boulangerie, 22 833 dans l'alimentation générale,

rales, fruits et légumes, 8 145 dans les activités diverses et 453 unités de production dont 131 laiteries, 282 minoteries et 40 unités de production d'eau minérale. Ceci, rappelle-t-il, conformément à la loi 13-06- du 23 juillet 2013 modifiant et complétant la loi 04-08 du 14 août 2004 relative aux conditions d'exercice des activités commerciales. Mustapha Zebdi, président de l'Association nationale de la protection

du consommateur a rappelé que le nombre des commerçants réquisitionnés cette année est beaucoup plus important que celui de l'année dernière qui a concerné 32 955 commerçants. Cependant, le problème, soulève-t-il, ne réside pas dans le nombre de commerçants mobilisés pour assurer la permanence pendant les deux jours de l'Aïd. En plus du problème de l'absence d'information, dit-il, puisque les citoyens ne sont toujours pas informés de la liste des commerçants concernés, il y a le problème d'approvisionnement. Ça ne sert à rien, estime M. Zebdi, que des commerces ouvrent si ces derniers ne sont pas suffisamment approvisionnés. Selon lui, même si les marchands de gros des fruits et légumes ouvrent, les agriculteurs ne travaillent pas durant les jours fériés. Résultat : les commerçants

ouvrent leurs rideaux pour des magasins vides. Le ministère du Commerce, dit-il, doit trouver une solution à ce problème pour assurer la disponibilité des produits. L'indice de satisfaction, pour l'association du consommateur, dit-il, n'est pas celui du nombre de commerçants réquisitionnés mais c'est celui de l'approvisionnement. Son président appelle aussi à plus d'engagement de la part des commerçants pour offrir des produits pour le consommateur. De son côté, Tahar Boulénouar, président de l'Association nationale des commerçants et artisans algériens, appelle les autorités locales à l’affichage des listes des commerçants réquisitionnés dans les différents lieux publics, marchés, mosquées, entrées des immeubles... A moins de trois jours des fêtes de l'Aïd, dit-il, les responsables

communaux n'ont toujours pas affiché ces listes. Le citoyen, dit Boulénouar, se retrouvera obligé de sillonner sa commune, ce jour-là, pour chercher un commerce ouvert, au lieu de se diriger directement vers le magasin en permanence. Les directions de commerce des 48 wilayas, dit-il, ont déjà finalisé les listes des permanences. C'est un appel, «urgent que je lance au responsables communaux afin de mettre ces listes à la disposition des citoyens», dit-il. Tahar Boulénouar, lance un appel aussi aux commerçants pour respecter le programme de permanence. Les contrevenants, rappelle-t-il, risquent une amende allant de 30 000 à 200 000 DA et une fermeture des locaux pendant trente jours. S. A.

Droit de réponse  
de la coopérative Afak

Votre quotidien a publié le 19 juin 2017 en page 4 un article intitulé «Bras de fer à la coopérative AFAK». Nous sommes surpris de la partialité de madame M.A.S, puisque elle n'a repris que les élucubrations de la partie adverse, sans mentionner aucune explication venant de notre part. Pour information, nous avons répondu à toutes ses questions lors de l'entrevue que nous avons eue avec elle.

C'est à ce titre que nous réclamons ce droit de réponse à travers ce qui suit.

L'article annonce que monsieur K. A. est condamné à 5 ans de prison, une amende de 500 000 DA et un mandat d'arrêt. Ce jugement a eu lieu en première instance et monsieur K.A. a la possibilité d'introduire un appel, d'ailleurs ce qui a été fait, selon les lois de la République.

Votre journaliste a cité les résidences de Sebala et de Birkhadem, ces dernières y hébergent respectivement 552 et 771 familles avec une gestion des plus modernes. Sans vouloir être les porte-parole de ces gens, nous lui avons conseillé de prendre attache avec les administrateurs respectifs pour de plus amples informations. Quant au projet d'El Karma, bien que les protestataires aient bénéficié, soit d'un logement, soit d'un local commercial, viennent de se rendre compte dix ans après de l'illicéité du projet. Ce qu'ils ne disent pas, c'est qu'à l'époque, un dossier de demande de permis de construire a été introduit en bonne et due forme auprès de la commune de Gué-de-Constantine. Avant le seisme de Boumerdès, l'absence de réponse des autorités pendant le délai réglementaire est considérée comme une réponse positive. D'ailleurs, une passerelle piétonne traversant l'autoroute dans les deux sens a été réalisée par la coopérative El-Karma qui reste un ouvrage d'art soumis aux autorisations. En ce qui concerne la fusion des projets citée dans l'article, celle-ci n'a jamais été inscrite à l'ordre du jour dans aucune AG tenue à ce jour. Pour la banque ABC, document à l'appui, portant n° 1169/2013 du 22/10/2013 dans lequel il est mentionné que c'est la coopérative qui a demandé la clôture du compte. Le solde a été transféré à la banque BDL. Il a été aussi mentionné les locaux commerciaux et particulièrement ceux loués à la Société Générale. Pensez-vous qu'une banque aussi prestigieuse prendrait le risque d'une telle opération ? Il est nécessaire de rappeler que certains protestataires ont eux-mêmes acquis des locaux, ils les occupent à ce jour. Sans omettre le fait que ces mêmes personnes ont été gestionnaires au même titre que monsieur K. A., pendant une décennie. Quelles sont donc leurs motivations ?

Concernant le projet de Khraïcia, soit votre journaliste veut semer le doute, soit tout ce qu'il lui a été dit par les membres du bureau était sans importance. L'assiette foncière a été intégrée dans le PDAU d'Alger publié dans le J.O., de décembre 2016 chose passée sous silence par votre journaliste. Cette intégration nous a permis d'entreprendre les démarches nécessaires à l'obtention du permis de construire. Pourquoi votre journaliste rapporte-t-elle un document des services techniques daté de 2012 devenu caduc qui annonce que toute régularisation dépendra de l'intégration de l'assiette dans le secteur urbanisable ?

Nous vous informons que l'ensemble des informations afférentes à la gestion de la coopérative sont publiées sur le site de la coopérative [www.afak.immo](http://www.afak.immo).

Madame M.A.S. parle de canalisation de gaz à haute pression qui passerait à proximité de la clôture du projet. Nous l'invitons à venir consulter les documents officiels émanant des services concernés qui démentent ses écrits. C'est vrai que le projet a tardé pour des raisons bien connues de tous telles que le statut juridique du terrain. Mais vu que ces contraintes ont été levées, nous avons l'espoir d'un démarrage rapide du projet.

L'opinion publique doit savoir que ces gens qui veulent donner des leçons de probité sont eux-mêmes redevables auprès de la coopérative AFAK.

**P/Le conseil de gestion, le président A. Tafat**

Réponse de la rédaction

L'auteur de l'article est étonné par les affirmations du rédacteur de cette mise au point.

L'article intitulé «Bras de fer à la coopérative Afak» s'est basé sur des documents officiels, dûment signés et cachetés, remis par vos soins. Il s'agit notamment de décisions signées par l'Inspection de l'urbanisme et de la construction datant du 12 mai 2012 ainsi que de la décision de l'APC d'El-Achour portant sur l'attribution de l'agrément pour la construction de la coopérative de Sebbala.

## GRANDE-POSTE D'ALGER

# Un gala de bienfaisance dégénère

**Le concert du chanteur Sofiane Zermani, connu sous le nom de scène Fianso, qui a spontanément signé un partenariat avec le Croissant-Rouge algérien, pour faire des galas à travers le pays au profit des familles démunies, n'a duré qu'une demi-heure, suite à l'envahissement de la place réservée aux familles par les jeunes voulant se mettre devant la scène.**

**Mounira Amine-Seka - Alger (Le Soir)**- Ce partenariat, sous le slogan de «La culture au service de l'humanitaire», a conduit le soir même à l'organisation d'un concert gratuit appelant tous les citoyens à y venir déposer les aides, sous forme de vêtements, de denrées alimentaires et de jouets. La mairie d'Alger-Centre qui, selon M. Mohamed Amine Zemmam, directeur général de l'Office de promotion culturelle et artistique de la commune d'Alger-Centre, a consacré l'esplanade de la Grande-Poste à l'évènement. «Cette manifestation a été organisée en partenariat avec le CRA, sous le patronage de M. Abdelhakim Bettache, maire d'Alger-Centre. Ce gala qui coïncide avec la fête de la musique entre également dans le cadre de la solidarité, à l'occasion de l'Aïd el-Fitr, pour venir en aide aux

familles nécessiteuses.». En effet, les enfants venus nombreux, certains avaient des peluches, des poupées, des voitures et autres jouets entre les bras, affichant un grand sourire où manquaient quelques dents, parfois. Quelques femmes avaient des couffins et certaines, venues le sac sur l'épaule, avaient préparé des enveloppes à remettre au CRA. A 20h30, la foule était déjà là, selon les policiers. Venus de partout des environs d'Alger, on comptait le public par centaines, «dépassant le millier, voire deux à trois mille», selon un agent des services de sécurité. La foule est excitée et le chanteur se faisant désirer ne monte sur scène que vers 23 heures. La barrière à gauche de la scène, derrière laquelle on pouvait compter des dizaines de jeunes qui se bousculaient, a fini par céder. La foule se déverse alors, sur l'espace réservé aux familles, dans la cour face à la scène. Les cris des femmes alertent les agents de la police qui envahissent la place, munis de matraques portant des coups sur toute personne traversant leur chemin. Les familles se dispersent dans la panique et la foule court dans tous les sens. Tout le monde cherchait à fuir, mais les jeunes gens se retrouvent entre la matraque et les barrières qui font mur. Le chanteur appelle au calme jusqu'à ce qu'il se mette à hurler le prénom d'une petite fille perdue dans la foule, mais aussitôt retrouvée. La police remet la barrière après avoir sorti les fauteurs de trouble, mais voilà qu'une autre vague de

jeunes occupe l'espace à nouveau. C'est là que les choses se déchaînent. Voyant la police revenir avec les matraques, ils cassent les chaises, utilisant les pieds pour riposter aux policiers les matraquant. Le chanteur continue de chanter en appelant au calme, mais en vain. Au bout d'une quarantaine de minutes, des jeunes envahissent la scène, pendant que ceux d'en face leur jetaient des bouteilles et les pieds de chaises pour les faire descendre. Le chanteur pris de panique quitte la scène et se fait escorter par la police. Le spectacle est fini ! Les fans venus se délecter des chansons de Fianso quittent les lieux très déçus et remontent vers la place Maurice-Audin. Des enfants pleuraient en se cachant le visage dans les jupons de leurs mamans. «Est-ce qu'ils vont remettre nos jouets aux enfants ?», demandait une petite fille. «Et mes voitures, maman ? Tu crois qu'ils vont les faire parvenir à ces enfants ?», demandait un petit garçon. Si les fans ont été déçus de ne pas avoir entendu leur chanteur favori, les donateurs l'étaient encore plus. Que dire de ces familles qui avaient tant espéré de ce gala ? Les policiers gèrent la foule qui quitte les lieux, le cœur lourd et l'opération de collecte est désespérément perdue. A qui la faute ? Au manque de civisme ? A l'égoïsme qui n'a de cesse à nourrir une société en perdition ? «Le manque d'organisation et l'absence de dialogue entre la police et les jeunes», lance une dame avec son enfant pleurant dans ses bras. M. A.-S.

## UNIVERSITÉ DJILALI-BOUNAÂMA DE KHEMIS MILIANA

# Sit-in pour dénoncer le meurtre du P<sup>r</sup> Karaoui

**De nombreux professeurs, cadres administratifs de l'Institut de Droit et des autres Instituts, étudiants du campus, et même certains venus de l'université Hassiba-Benbouali de Chlef se sont rassemblés hier en milieu de matinée devant le rectorat pour dénoncer le meurtre abject du P<sup>r</sup> de Droit international privé, Karaoui Serhane, lâchement assassiné dans la soirée de lundi dernier à Tipasa.**

Au cours du rassemblement, il y a eu des prises de parole pour dénoncer vigoureusement ce crime mais aussi pour parler de l'homme, de l'enseignant, de l'éducateur, du père de famille qu'était le défunt, âgé de 44 ans, père d'une fillette, en attente d'une seconde paternité au cours de ce mois. Selon les témoignages unanimes recueillis sur le campus, le professeur était depuis ses débuts à l'Université de Khemis Miliana soit en 2005, au côté de son épouse, enseignante dans

le même institut. Il était connu de tous pour sa droiture, son dévouement à son métier auquel il croyait et qu'il exerçait comme un sacerdoce, son respect de la discipline, son sens aigu de l'intégrité et de la justice dans l'appréciation du travail et de l'effort de ses étudiants et sa probité morale et intellectuelle. Quel est ou quels sont les vrais mobiles à l'origine de ce meurtre ? A ce sujet, en l'absence de déclaration officielle émanant des instances concernées, les spéculations mettant à

profit le vide dans le domaine de l'information, chacun y va de sa version et de ses analyses, de ses «vérités» non attestées de ces allégations ? Son ou ses assassins sont-ils réellement étudiants de Khemis Miliana ? Sont-ils seulement des étudiants ? A-t-il été assassiné à Tipasa même ou bien ailleurs et son corps déposé devant la cage d'escalier de cette cité ? On a fait courir le bruit qu'il aurait surpris des étudiants en train de tricher lors d'un examen, quelque temps avant sa mort. Peut-on penser un moment que le niveau moral de nos étudiants soit descendu aussi bas pour conduire certains d'entre eux à commettre ce meurtre inqualifiable ? Si tel est le cas, ce serait vraiment triste, trop triste même. Karim O.